

Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux

Avis du Conseil d'État

(8 octobre 2019)

Par dépêche du 23 avril 2019, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Intérieur.

Au texte du projet de règlement grand-ducal proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact, ainsi qu'une version coordonnée du règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux, que le projet de règlement grand-ducal sous examen vise à modifier, la version coordonnée tenant compte des modifications en projet.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous revue vise à modifier la réglementation concernant les examens d'admissibilité des fonctionnaires communaux pour la rapprocher de celle relative aux modalités d'organisation des examens-concours auprès de l'État. Tout comme la récente réforme des examens-concours dans la Fonction publique étatique, réforme qui s'est concrétisée à travers le règlement grand-ducal du 1^{er} juin 2018 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État, le texte sous examen vise à donner plus de flexibilité aux organisateurs des examens d'admissibilité et à simplifier l'organisation des examens en question. D'après l'exposé des motifs, les auteurs du projet de règlement grand-ducal ont profité de l'occasion pour adapter les conditions d'études pour les emplois communaux à celles applicables aux postes correspondants auprès de l'État.

Examen des articles

Article 1^{er}

Le Conseil d'État note que les dispositions qui ne font qu'annoncer l'objet d'un projet de règlement grand-ducal, comme tel est le cas de

l'article 1^{er}, n'ont pas de caractère normatif et sont dès lors à omettre. Le Conseil d'État renvoie encore aux observations d'ordre légistique pour ce qui concerne la structure du projet de règlement grand-ducal sous avis.

Article 2

Les modifications proposées à travers l'article 2 et qui touchent à l'article 2 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990 visent à rapprocher les conditions d'admissibilité à une fonction communale de celles pour l'accès à la Fonction publique étatique prévues par le règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État. Ainsi, la liste et le contenu des pièces que le candidat doit fournir sont largement harmonisés.

Cette liste fait cependant également ressortir, sous le numéro 6, une innovation de taille en ce qui concerne le dispositif d'examen qui s'appliquera à l'avenir pour l'accès à la Fonction publique communale, innovation qui s'inscrit dans l'objectif d'harmoniser les réglementations applicables en l'occurrence à la Fonction publique étatique et à la Fonction publique communale. Ainsi, le candidat devra produire « le résultat obtenu lors de l'épreuve d'aptitude générale, duquel il résulte que le candidat a réussi à l'épreuve en question ». Le Conseil d'État rappelle que cette épreuve d'aptitude générale a été introduite par le règlement grand-ducal précité du 1^{er} juin 2018 et qu'elle forme désormais la première partie de l'examen-concours pour l'accès à la Fonction publique étatique. Le candidat à une fonction communale devra dès lors tout d'abord réussir à cette épreuve d'aptitude générale pour pouvoir ensuite se présenter à l'examen d'admissibilité qui continuera à être organisé par le ministre de l'Intérieur. L'examen d'admissibilité sera dès lors appelé à constituer la deuxième partie du processus d'examen. Son contenu est d'ailleurs aligné sur celui de la deuxième partie de l'examen-concours pour l'accès à la Fonction publique étatique à travers l'article 11 du projet de règlement grand-ducal sous revue. Le Conseil d'État aura l'occasion d'y revenir dans la suite du présent avis.

Si le Conseil d'État n'a pas d'objection de principe à formuler à l'égard de la façon de procéder des auteurs du projet de règlement grand-ducal, il leur demande toutefois de préciser la référence faite à l'épreuve d'aptitude générale par un renvoi au règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015 qui prévoit cette épreuve. Il faut en effet se référer au commentaire des articles ou consulter, plus loin dans le texte, l'article 71 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990 tel qu'il est reformulé à travers le règlement grand-ducal en projet, pour apprendre qu'il s'agit en l'occurrence de l'épreuve organisée par le Centre de gestion du personnel de l'organisation de l'État dans le cadre de l'examen-concours pour l'accès à la Fonction publique étatique.

Article 3

L'article sous revue vise à supprimer l'article 6 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990 au motif que la disposition sous avis est devenue sans objet à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant

organisation de la sécurité civile qui prévoit en son article 31 notamment que : « Le CGDIS comprend des pompiers volontaires qui sont soumis à des règles spécifiques conformément aux dispositions des articles 33 à 49 et qui ne peuvent exercer cette activité à temps complet, ainsi que des pompiers professionnels à engager sous le statut du fonctionnaire de l'État et appartenant à des cadres d'emplois créés en application de l'article 50. »

Le Conseil d'État ne formule pas d'observation.

Articles 4 à 8

Les articles 4 à 8 modifient respectivement l'article 12, paragraphe 1^{er}, l'article 13, l'article 14, paragraphe 1^{er}, l'article 15 et l'article 16, paragraphe 1^{er}, du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990. Ces dispositions régissent les conditions d'études pour accéder respectivement aux groupes de traitements D1 (agents appartenant au sous-groupe à attributions particulières assumant la fonction d'artisan), C1, B1, A2 et A1. Pour ce faire, les articles 4 à 8 reprennent le libellé des articles correspondants du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015. À l'avenir, les dispositions modifiées établiront le lien avec le cadre luxembourgeois des qualifications tel qu'il est prévu à l'article 69 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le Conseil d'État ne formule pas d'observation sur le principe. Il se limitera à signaler qu'à l'article 6 du projet de règlement grand-ducal qui modifie l'article 14, paragraphe 1^{er}, du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990, les auteurs de la disposition se réfèrent à une « attestation portant sur des études reconnues équivalentes », alors que le texte correspondant du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015 se réfère à un « certificat d'études reconnu équivalent ».

Article 9

L'article sous revue supprime les trois premiers tirets du paragraphe 2 de l'article 26, tirets qui ont trait à un certain nombre de dispenses de l'examen d'admissibilité, et ce, selon le commentaire de l'article, par analogie au dispositif qui est d'application pour les candidats à un emploi auprès de l'État. Le Conseil d'État note à cet égard que, si le règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015 ne prévoit, en effet, pas de dispenses de l'examen-concours pour l'accès à un emploi auprès de l'État, l'article 26 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990, que le projet de règlement grand-ducal vise à modifier, maintient, quant à lui, les dispenses au profit des médecins, médecins scolaires, médecins-dentistes, médecins vétérinaires ainsi que du directeur et du directeur adjoint de conservatoire qui y figurent à l'heure actuelle. Le Conseil d'État ne formule pas d'autre observation.

Article 10

L'article 10 remplace l'article 28 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990 en vue d'aligner la durée de validité de la réussite à un examen d'admissibilité sur celle de l'examen-concours telle que cette durée est

prévue à l'article 12 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015, c'est-à-dire cinq ans à partir du point de référence dans le temps défini par la réglementation.

Le Conseil d'État note, par ailleurs, que la refonte de l'article 28 vise également, selon le commentaire de l'article 10 du projet de règlement grand-ducal, et à travers la suppression de la première phrase de l'article 28 du texte en vigueur, à faire en sorte que la réussite à l'examen-concours auprès de l'État ne donne plus droit à une dispense de l'examen d'admissibilité. Il en résulte cependant également que, à l'avenir la réussite à un examen d'admissibilité aux mêmes fonctions auprès d'une autre commune ne dispensera plus le candidat de se présenter à un nouvel examen d'admissibilité.

Article 11

L'article sous revue a pour objet de remplacer l'article 33 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990 qui détermine, à l'heure actuelle, de manière détaillée, les programmes des examens d'admissibilité des différents groupes de traitement de la rubrique « Administration générale ». L'article 33, tel que proposé par la disposition sous avis, ne détermine plus le programme des examens d'admissibilité, mais se limite à définir les épreuves que devra subir le candidat et les formes qu'elles pourront prendre, l'organisation des épreuves étant confiée au ministre de l'Intérieur.

Pour formuler en l'occurrence ses observations concernant le dispositif proposé, le Conseil d'État a adopté la même perspective que celle qu'il avait utilisée dans ses deux avis¹ concernant le projet de règlement grand-ducal qui est devenu le règlement grand-ducal du 1^{er} juin 2018 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État.

Le Conseil d'État note en effet que la disposition sous avis tire sa base légale de l'article 4, paragraphe 4, de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux qui prévoit, au même titre que l'article 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, que : « Des règlements grand-ducaux fixent les conditions et formalités à remplir par les postulants, les modalités du service provisoire, la mise en œuvre du plan d'insertion professionnelle ainsi que le programme et la procédure de l'examen d'admissibilité et de l'examen d'admission définitive prévus par le présent statut. » Or, les auteurs du projet de règlement grand-ducal ôtent précisément le pouvoir de définir le programme de l'examen d'admissibilité au Grand-Duc, le pouvoir de ce dernier se réduisant à la définition de la nature tout à fait générale des épreuves auxquelles le candidat devra se soumettre.

Le Conseil d'État voudrait, dans ce contexte, renvoyer à son avis précité du 20 mars 2018 dans lequel il s'était exprimé, par rapport à une problématique

¹Avis principal et avis complémentaire du Conseil d'État n° 52.368 respectivement des 20 mars et 29 mai 2018.

analogue touchant à l'organisation de la première partie de l'examen-concours auprès de l'État, comme suit :

« L'article 3 ajoute un nouvel article *5bis*, consacré aux épreuves des examens-concours, au règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015. [...] Les alinéas 2 et 3 du nouvel article *5bis* doivent être lus ensemble avec l'article 7 du projet de règlement grand-ducal. L'article 7 en question abroge en effet l'article 9 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015, article 9 qui, à l'heure actuelle, détaille le programme des épreuves générales et leur pondération. D'après le texte qui est désormais proposé, la compétence pour définir le programme de l'examen-concours relèverait à l'avenir du seul ministre de la Fonction publique, qui dorénavant, et pour ce qui est de la première partie de l'examen-concours, définira dans un règlement ministériel les tests de l'épreuve d'aptitude générale, ainsi que le contenu et la pondération des tests. Le Grand-Duc utiliserait ainsi, en l'occurrence, la possibilité qui lui est donnée par l'article 76, alinéa 2, de la Constitution, de charger un membre du Gouvernement de prendre des mesures d'exécution.

À ce sujet, le Conseil d'État constate que l'article 2, paragraphe 3, alinéa 12, de la loi précitée du 16 avril 1979 confère à des règlements grand-ducaux le pouvoir de fixer « les conditions et formalités à remplir par les postulants au stage, les modalités du stage, la mise en œuvre du plan d'insertion professionnelle, ainsi que le programme et la procédure du concours et de l'examen de fin de stage [...]». Ces règlements peuvent prévoir des exceptions ou tempéraments aux conditions de stage et d'examen et fixent uniformément, pour toutes les administrations, la procédure du concours et de l'examen de fin de stage ». C'est sur cette base que le projet de règlement grand-ducal, qui est soumis en l'occurrence à l'appréciation du Conseil d'État, est pris.

L'article 76, alinéa 2, de la Constitution prévoit ce qui suit : « Dans l'exercice du pouvoir lui attribué par les articles 36 et 37, alinéa 4, de la Constitution, le Grand-Duc peut, dans les cas qu'il détermine, charger les membres du Gouvernement de prendre des mesures d'exécution ». Le Conseil d'État lit cette disposition comme conférant au Grand-Duc le pouvoir de charger un ministre de prendre des mesures se limitant à l'exécution des mesures qu'il aura lui-même prises en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 36 de la Constitution. Le Grand-Duc ne saurait charger un membre du Gouvernement de la totalité des pouvoirs d'exécution dont il est lui-même chargé par la disposition de la loi sur laquelle il s'appuie. Le Grand-Duc devra, au contraire, cerner avec précision les cas dans lesquels le ministre pourra agir. En l'occurrence, le Grand-Duc est chargé par la loi de définir le programme du concours. L'article 9 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015 définit sous l'intitulé « Programme des épreuves générales » le programme de l'examen-concours en énumérant le détail des matières qui en forment la substance et leur pondération. Il est proposé d'abroger cette disposition et de la remplacer par un dispositif qui relègue la totalité de la matière couverte à un règlement ministériel. [...]

Le Conseil d'État conclut de ce qui précède que les exigences de l'article 76, alinéa 2, de la Constitution ne sont pas remplies en l'occurrence, de sorte que le règlement grand-ducal en projet s'expose à la sanction de l'article 95 de

la Constitution. Il recommande dès lors de faire abstraction du recours au règlement ministériel. »

Il est vrai que le projet de règlement grand-ducal sous revue opère un changement de paradigme dans la mesure où l'examen d'admissibilité ne peut plus être considéré comme constituant l'équivalent au niveau communal de la première partie de l'examen-concours de l'État, mais se trouve intégré à une séquence dont il ne forme plus l'unique élément, mais le deuxième, le premier élément étant constitué par la réussite à l'examen-concours organisé au niveau de l'État (article 14 du règlement grand-ducal en projet). L'examen d'admissibilité correspond dès lors de facto à l'épreuve spéciale organisée par les administrations concernées de l'État. Ceci est confirmé par le fait que la structure de ce dispositif sera par ailleurs plus ou moins la même dans les deux secteurs en ce qui concerne la nature des épreuves. Là où l'article 5*bis* du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015 prévoit que l'épreuve spéciale « peut revêtir la forme d'un entretien personnel et professionnel ou d'une mise en situation professionnelle écrite ou orale » et qu'elle peut ensuite être complétée « par l'établissement d'une évaluation des compétences sociales ou des tests d'aptitude professionnelle », le texte sous revue dispose que l'examen d'admissibilité consiste en une ou plusieurs épreuves qui peuvent prendre la forme d'un examen écrit, d'une mise en situation professionnelle, d'une évaluation des compétences sociales ou d'un test d'aptitude professionnelle. Le Conseil d'État aura l'occasion de revenir à ce point lorsqu'il formulera ses observations concernant l'article 15 du règlement grand-ducal en projet.

Il reste que le projet de règlement grand-ducal sous revue risque de poser problème en ce qui concerne son agencement par rapport à sa base légale, du moins si l'on interprète de façon stricte le texte de la loi et la notion de programme, la définition du programme étant mise entre les mains du ministre concerné. Il en découle que le dispositif proposé risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Le Conseil d'État note enfin que l'examen d'admissibilité sera organisé par le ministre de l'Intérieur et non pas au niveau de la commune qui a publié la vacance de poste. Le Conseil d'État constate que l'épreuve spéciale dans le contexte de l'examen-concours auprès de l'État est « axée sur le profil spécifique du poste » (article 5*bis*, alinéa 5, du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2015). Le Conseil d'État en est à se demander si le ministre de l'Intérieur est le mieux placé pour évaluer l'adéquation du profil du candidat avec celui du poste qu'il brigue auprès d'une commune. À moins que les auteurs du projet de règlement grand-ducal n'aient pas vraiment souhaité donner à cette deuxième phase de l'évaluation des compétences du candidat la même orientation que celle qui se trouve à la base de l'épreuve spéciale organisée dans les administrations de l'État ? Le Conseil d'État note d'ailleurs au passage que les auteurs du projet de règlement grand-ducal ont, dans la définition de la forme que peuvent prendre les épreuves, fait l'impasse sur l'entretien personnel et professionnel, ce dernier étant remplacé par un examen écrit, dont le contenu n'est pas autrement défini au niveau du texte en projet.

Par voie de conséquence, le Conseil d'État estime qu'il serait utile et indiqué que les auteurs du projet de règlement grand-ducal se prononcent plus en avant sur la philosophie qui est sous-jacente au dispositif qu'ils se proposent de mettre en place.

Article 12

Sans observation.

Article 13

L'article sous revue vise à remplacer l'article 62 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990. Le Conseil d'État note que la disposition ne change rien à la substance de la disposition en vigueur, mais se limite en fait à remplacer le « ministre de l'Intérieur » par le « ministère de l'Intérieur » comme destinataire des demandes d'admission aux examens. Or, de l'avis du Conseil d'État, il n'est pas indiqué de se référer en l'occurrence « au ministère de l'Intérieur ». Il suggère par conséquent de maintenir le texte actuel en faisant abstraction de la modification sous revue.

Le Conseil d'État ne formule pas d'autre observation.

Article 14

L'article 14 du projet de règlement grand-ducal modifie l'article 71 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990. Il comporte un certain nombre d'adaptations en relation avec l'organisation des examens d'admissibilité et entérine le changement de paradigme que le Conseil d'État a déjà eu l'occasion de commenter à travers ses observations concernant l'article 11 du projet de règlement grand-ducal.

Au paragraphe 1^{er} de l'article 71 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990, les deux sessions d'examen annuelles seront remplacées par un dispositif qui confère au ministre le pouvoir de fixer les dates des examens. Cette approche permettra de flexibiliser le dispositif sur ce point.

Pour ce qui est des modifications apportées au paragraphe 3 de l'article 71, il est renvoyé aux observations formulées à l'endroit de l'article 11 concernant le changement de paradigme opéré par le texte en projet. La disposition sous avis prévoit ainsi que le candidat ne sera admis à participer à un examen d'admissibilité « que s'il peut faire valoir une réussite à l'épreuve d'aptitude générale prévue à l'article 5*bis* du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les services et administrations de l'État ».

Au paragraphe 5, la liste des pièces à fournir avec la demande d'inscription est mise à jour.

Le Conseil d'État ne formule pas d'autre observation.

Articles 15 et 16

L'article 15 modifie l'article 72 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990. D'après le commentaire des articles, les points 1° à 3° supprimeraient ainsi des dispositions qui ne seraient plus adaptées à la future forme des examens d'admissibilité qui, à l'avenir, pourraient avoir lieu « également » sur ordinateur. Les dispositions afférentes font effectivement référence au caractère écrit des épreuves ou prévoient l'appréciation des copies à chaque fois par deux correcteurs. Le Conseil d'État note pour sa part que l'article 11 du projet de règlement grand-ducal sous avis, qui remplace l'article 33 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990, énumère, parmi les formes que peut prendre l'épreuve, l'examen écrit. Il en est dès lors à se demander, sans vouloir nier la nécessité qu'il y a d'adapter les textes en vigueur, si les textes, tel qu'il est désormais proposé de les configurer, sont suffisamment clairs pour accueillir toutes les hypothèses d'organisation de l'examen d'admissibilité envisagées par les auteurs du projet de règlement grand-ducal. À côté de l'organisation des examens sur ordinateur, l'hypothèse d'un examen classique écrit ne semble en effet pas tout à fait abandonnée. Les auteurs du projet de règlement expliquent par ailleurs qu'il y aurait lieu de supprimer une disposition du texte actuellement en vigueur qui prévoit que le résultat à l'examen d'admissibilité comporte pour chaque candidat la moyenne de toutes les branches, disposition qui ne s'appliquerait plus aux examens d'admissibilité nouvellement introduits, lesquels ne comporteraient plus qu'une seule épreuve. Or, l'article 33 du règlement grand-ducal précité du 20 décembre 1990, tel qu'il est modifié à travers l'article 11 du projet de règlement grand-ducal sous revue, prévoit que l'examen d'admissibilité consiste « en une ou plusieurs épreuves ».

Au vu de ces approximations et incohérences, le Conseil d'État invite les auteurs du projet de règlement grand-ducal à revoir le texte proposé sur ces points.

Quant à l'article 16, il vise à adapter l'article 73 aux modifications prévues aux articles précédents. Il ne donne pas lieu à des observations de la part du Conseil d'État.

Articles 17 et 18

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observation générale

Le Conseil d'État tient à souligner qu'il n'est pas indiqué de prévoir au premier article l'acte à modifier et d'en préciser dans un deuxième la disposition visée. Mieux vaut regrouper dans un seul liminaire la disposition de l'acte à modifier et l'intitulé de celui-ci. En outre, l'intitulé complet ou, le cas échéant, abrégé de l'acte à modifier doit obligatoirement être mentionné au dispositif à la première modification qu'il s'agit d'apporter à cet acte, même s'il

a déjà été cité à l'intitulé ou auparavant au dispositif. Les modifications subséquentes que le dispositif apporte à cet acte se limiteront à indiquer « du même règlement », en lieu et place de la citation de l'intitulé.

À l'occasion du remplacement d'articles dans leur intégralité ou de l'insertion d'articles, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné, au lieu d'être mis en gras, pour mieux le distinguer du numéro des articles de l'acte modificatif.

En ce qui concerne les articles 5 à 8, le Conseil d'État demande aux auteurs de remplacer à chaque fois les termes « le diplôme (ou grade) du candidat doit être classé » par les termes « le candidat doit être détenteur d'un diplôme (ou d'un grade) ».

Préambule

Au deuxième visa, il est fait mention du règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux. À cet égard, il convient de rappeler que les actes de même nature sont à écarter au préambule.

Le troisième visa relatif à la consultation de la Chambre des fonctionnaires et employés publics est à adapter pour le cas où l'avis demandé ne serait pas parvenu au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

À l'endroit des ministres proposant, le Conseil d'État soulève que traditionnellement les pronoms possessifs qui visent le Grand-Duc s'écrivent avec une lettre initiale majuscule. Il y a dès lors lieu d'écrire :

« Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en conseil ; ».

Article 1^{er}

Il est renvoyé à l'observation générale concernant la structure du règlement grand-ducal en projet.

Article 2 (1^{er} selon le Conseil d'État)

Lorsqu'on se réfère à un point d'une énumération, il faut écrire à titre d'exemple « point 1 », en faisant abstraction de la parenthèse fermante.

Au point 1°, il y a lieu de noter qu'il convient de modifier l'alinéa 1^{er}, point 1, et non pas l'alinéa 2, point 1. Par analogie, cette observation vaut également pour le point 3°.

Article 3 (2 selon le Conseil d'État)

Le Conseil d'État se doit de relever qu'on « abroge » un acte normatif dans son ensemble ainsi que les articles, paragraphes ou annexes, tandis que

l'on « supprime » toutes les autres dispositions, comme les alinéas, phrases ou parties de phrase. L'article sous examen est à rédiger comme suit :

« **Art. 2.** L'article 6 du même règlement est abrogé. »

Article 4 (3 selon le Conseil d'État)

À l'article 12, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans sa nouvelle teneur proposée, il y a lieu d'insérer le terme « modifiée » entre la nature et la date de l'acte en question, étant donné que celui-ci a déjà fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur.

Article 8 (7 selon le Conseil d'État)

La phrase liminaire est à reformuler comme suit :

« À l'article 16, paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par les deux alinéas suivants : ».

À l'article 16, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, dans sa nouvelle teneur proposée, il faut écrire à l'alinéa 1^{er} « à l'article 69 de la loi précitée du 28 octobre 2016 ».

Article 9 (8 selon le Conseil d'État)

L'article sous examen est à reformuler comme suit :

« **Art. 8.** À l'article 26, paragraphe 2, les premier à troisième tirets sont supprimés. »

Article 10 (9 selon le Conseil d'État)

À l'article 28, dans sa nouvelle teneur proposée, il convient d'écrire « cinq ans » en toutes lettres et de faire abstraction des termes « du présent règlement », car superfétatoires.

Article 11 (10 selon le Conseil d'État)

À l'article 33, dans sa nouvelle teneur proposée, il y a lieu d'insérer un point-virgule après chaque élément de l'énumération, sauf après le dernier qui se termine par un point.

Article 13 (12 selon le Conseil d'État)

À l'article 62, dans sa nouvelle teneur proposée, il est suggéré d'écrire « une copie de la demande ».

Article 14 (13 selon le Conseil d'État)

À l'article 71, paragraphe 3, alinéa 1^{er}, dans sa nouvelle teneur proposée, il convient de noter que lorsqu'un acte est cité, il faut veiller à reproduire son intitulé tel que publié officiellement, indépendamment de sa longueur, sauf s'il existe un intitulé de citation. Par conséquent, il faut écrire « règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités

d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État ».

À l'article 71, paragraphe 3, alinéa 4, dans sa nouvelle teneur proposée, il faut écrire « trois semaines » en toutes lettres.

Article 16 (15 selon le Conseil d'État)

Le point 1°, phrase liminaire, est à reformuler comme suit :

« 1° les alinéas 1^{er} à 3 sont remplacés par les deux alinéas suivants : ».

Article 18 (17 selon le Conseil d'État)

Étant donné que l'exécution d'un règlement grand-ducal doit être assurée au-delà des changements de membres du Gouvernement, la formule exécutoire doit viser la fonction et non pas le titulaire qui l'exerce au moment de la prise du règlement en question. Partant, il convient d'écrire « ministre de l'Intérieur » avec une lettre initiale minuscule.

Texte coordonné

À la lecture de l'article 2 du texte coordonné, le Conseil d'État constate que la numérotation qui y est reprise, ne correspond pas à celle sous-jacente au texte de l'article 2 du projet de règlement grand-ducal. D'après ce dernier texte, il n'est en effet pas procédé à la renumérotation de ses points 2 à 6.

Suite aux observations qui précèdent, le Conseil d'État demande aux auteurs de reformuler le projet de règlement grand-ducal sous revue comme suit :

« Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux

Art. 1^{er}. L'article 2, alinéa 1^{er}, du règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux est modifié comme suit :

1° le point 1 est supprimé ;

2° le point 6 est remplacé comme suit :

« 6) [...] » ;

3° il est ajouté un nouveau point 7 qui prend la teneur suivante :

« 7) [...] ».

Art. 2. L'article 6 du même règlement est abrogé.

Art. 3. À l'article 12 du même règlement, le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit : [...].

Art. 4. À l'article 13 du même règlement [...].

Art. 5. À l'article 14, paragraphe 1^{er}, du même règlement [...].

Art. 6. L'article 15 du même règlement [...].

Art. 7. À l'article 16, paragraphe 1^{er}, du même règlement [...].

Art. 8. À l'article 26, paragraphe 2, les premier à troisième tirets sont supprimés.

Art. 9. L'article 28 du même règlement est remplacé comme suit :
« Art. 28. La réussite [...] pendant une période de cinq ans [...] à l'article 2, point 4. »

Art. 10. L'article 33 du même règlement est remplacé comme suit :
« Art. 33. L'examen d'admissibilité [...]. »

Art. 11. À l'article 60 du même règlement [...].

Art. 12. L'article 62 du même règlement est remplacé comme suit :
« Art. 62. Les demandes [...]. »

Art. 13. L'article 71 du même règlement [...].

Art. 14. L'article 72 du même règlement [...].

Art. 15. L'article 73 du même règlement [...].

Art. 16. Le présent règlement [...].

Art. 17. Notre ministre de l'Intérieur est chargé [...]. »

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants,
le 8 octobre 2019.

Le Secrétaire général,

La Présidente,